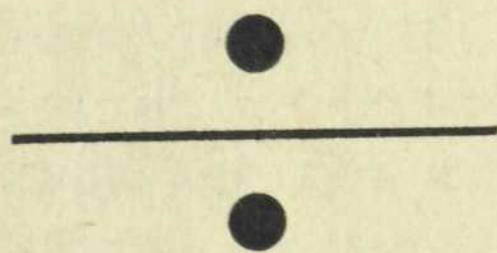


JEAN-CHARLES HARVEY

L'ÉPIDÉMIE
des
GRÈVES



Prix: 10 cents

HD
5306
H37
1946

OÙ EST LA JUSTICE ?

Au moment où je traçais ces lignes, on annonçait que la grève de l'acier avait éclaté et que les ouvriers syndiqués faisaient le piquetage autour des aciéries. Je me suis souvent demandé comment le piquetage pouvait se concilier avec la justice et la liberté. Deux hommes se querellent dans la rue. Ils échangent d'abord quelques mots aigres-doux tout en s'efforçant de ne pas outrepasser les bornes de la politesse. Puis les esprits s'échauffent. Le diapason des voix s'élève. De riposte en riposte, les deux antagonistes perdent la tête; l'un d'eux lance une parole plus violente; l'autre répond par une insulte. Alors, c'est le coup de poing dans la figure, le corps à corps, le saignement de nez, l'alarme, la police, le cabanon et, le lendemain, la comparution devant le recorder et l'amende. Personne ne blâmera la justice d'avoir châtié ces impulsifs trop violents.

Dans le même temps, une grève éclate quelque part au Canada. Des milliers d'ouvriers syndiqués montent la garde autour d'une vaste industrie pour en interdire l'entrée à tout autre ouvrier qui y voudrait entrer pour exercer son droit au travail. C'est ce qu'on appelle le piquetage. Des batailles se produisent. On repousse violemment quiconque s'entête à vouloir percer la ligne des piqueteurs. Des hommes sont battus, blessés, transportés à l'hôpital. Des meneurs sans scrupule ont dit aux grévistes qu'ils étaient dans leur droit. On barricade des rues entières. On arrête des automobiles et des camions au passage et l'on s'en fait un rempart contre de prétendus agresseurs. Une ville entière est désorganisée. Des milliers d'innocents souffrent de ce désordre sans avoir toujours la ressource de recourir à la protection de la justice. Car les syndicalistes prétendent que cette sorte d'agression violente contre la paix et la sécurité publiques et même contre la loi sont légitimes. Tout homme normal et doué du moindre sens de l'équité

sait que le piquetage, en outre d'être illégal, est une des pires immoralités de notre temps et une honte pour le Travail organisé aussi bien qu'un affront à tout principe démocratique.

Voici donc deux faits qui semblent indiquer qu'il y a deux justices. D'une part, des individus assez inoffensifs sont traduits devant un tribunal et condamnés pour avoir échangé quelques coups de poing; d'autre part, un groupe organisé qui porte gravement atteinte à la loi, à la liberté du travail et à l'ordre public, tout en commettant maints assauts contre la personne, et qui cependant prétend exercer un droit reconnu en vertu d'on ne sait quel principe moral ou social. Quiconque raisonne froidement en présence d'une telle anomalie ne pourra s'empêcher d'être étonné du fait qu'il soit défendu à des individus non organisés de se battre dans la rue alors que d'autres individus organisés se croient autorisés à porter impunément la main sur leurs semblables.

Sous un régime démocratique, personne ne niera le droit de grève. Le gréviste n'est pas un hors-la-loi. Certes non! Mais il n'est pas et ne doit pas être au-dessus de la loi commune. Je n'admets pas que, par une politique de crainte, de faiblesse et de concessions démagogiques, on en soit venu à non seulement tolérer, mais même à permettre, par une sorte de politique d'apaisement, des actes qui, de tout temps, répugnent à la conscience et à la conception la plus élémentaire du droit des gens.

Des faits de ce genre indiquent à n'en pas douter qu'un mal très grave ronge notre société et qu'il convient d'examiner sérieusement la situation si nous ne voulons pas être entraînés dans un tourbillon anarchique et révolutionnaire dont les premières victimes seraient les travailleurs eux-mêmes.

Le droit de grève est-il illimité?

La grève est un fait démocratique. Elle n'existe pas dans les états totalitaires parce que l'ouvrier n'y est pas libre. Il n'y en a pas eu pendant plus de vingt ans en Italie, sous Mussolini; il n'y en a pas eu en Allemagne sous Hitler; il n'y en a pas eu sous le régime de Staline en Russie. Dans

nos sociétés libérales, où sont reconnues les libertés d'association, d'assemblée, de réunion et de travail, tous les ouvriers peuvent quitter leur tâche et paralyser la production chaque fois qu'ils le jugent nécessaire à la défense de leurs intérêts réels ou supposés. Mais l'exercice d'un tel droit entraîne généralement des conséquences si graves qu'il n'y faut recourir qu'après que tous les moyens de conciliation ont été épuisés. Le jour où il est bien établi que l'ouvrier est mal payé, maltraité, exploité, soumis à une excessive durée quotidienne de travail, à des conditions antihygiéniques et antisociales, et que les patrons, retirant de cette exploitation des profits exorbitants, ne tiennent aucun compte des récriminations de leurs hommes et se refusent à toute coopération loyale et chrétienne, ce jour-là, une seule alternative s'impose : ou bien l'autorité constituée intervient efficacement pour protéger le travailleur, ou bien les ouvriers doivent se mettre en grève. Personne ne contestera la logique d'une telle conduite.

Cette question de principe posée, reste à savoir combien de grèves, en ces derniers temps, ont été justifiées ou motivées par la gravité et l'urgence des faits. On a observé au contraire que la plupart d'entre elles ont éclaté dans les industries où les salaires étaient relativement élevés et où les conditions de travail étaient satisfaisantes. En tout cas, il semble démontré qu'un compromis pacifique entre patrons et ouvriers était toujours possible et que cela eût mieux valu que la grève dont les avantages sont très souvent illusoire et dont les répercussions sont presque toujours mauvaises.

Dans les conflits de ce genre, il est évident que les torts ne sont pas toujours du même côté. Le capital s'est désintéressé longtemps de l'aspect social et moral du travail. Il montre aujourd'hui plus de sollicitude à l'égard de la masse ouvrière, mais cette tendance est de date relativement récente. Il a fallu toute la force des organisations syndicales pour amener les chefs d'entreprises à se rapprocher davantage de leurs collaborateurs et à s'intéresser à eux non seulement pour leur rendement, mais aussi pour leur bien-être, leur dignité d'hommes, leur légitime désir de participer aux bienfaits du progrès. Cette attitude bienveillante

a été suivie d'une importante organisation de bien-être social au sein de la grande industrie et des principaux commerces, mais les démagogues avaient déjà fait leur oeuvre: ils avaient persuadé une grande partie du travail organisé que le patron était l'ennemi irréductible et qu'il fallait tout lui arracher de force. Par là s'explique, du moins partiellement, l'extrême facilité, la phénoménale légèreté avec laquelle s'est exercé le droit de grève depuis la fin de la guerre. C'est ici qu'apparaît, sous un jour inquiétant, le rôle joué par certains chefs ouvriers, qui exercent une véritable dictature, et par les organisateurs professionnels de troubles industriels.

La grève est l'ennemie du peuple

Depuis la fin du conflit armé en Europe et en Asie, alors que s'imposait d'urgence le travail de reconstruction, il n'y a pas eu un instant de paix dans la production. C'était l'époque où le monde entier avait le plus pressant besoin de produits de toute sorte. Les vieux continents manquaient de tout, alors que l'Amérique attendait impatientement l'heure où l'industrie de la paix fonctionnerait à plein rendement et ferait disparaître les carnets de rationnement et les "quotas" gênants.

Une occasion unique s'offrait à nos entreprises commerciales et industrielles ainsi qu'à la masse des travailleurs. Il incombait surtout aux Etats-Unis et au Canada de ravitailler en vivres deux à trois cents millions d'hommes, de femmes et d'enfants frappés par la famine, de reconstruire, sur toute la surface de l'Europe et de l'Asie, des milliers de maisons détruites par les bombardements et saccagées par le passage des armées, de rendre à de nombreuses usines écrasées par les obus ou incendiées, l'indispensable outillage, de refaire les chemins de fer, les gares, les locomotives, les wagons démolis par les bombardements, de remplacer par des tissus de tout genre les haillons de ces populations massives auxquelles la guerre de six ans n'avait procuré aucun moyen de renouveler leurs vêtements.

En face de tant de douleurs et de ruines, l'effort de production nord-américaine n'était pas seulement une promesse de profit immédiat: c'était un devoir pressant et

sacré. Pas plus que les chefs d'industries, les ouvriers ne pouvaient s'y soustraire sciemment sans assumer une criminelle responsabilité. D'un autre côté, le grand public, c'est-à-dire le peuple pris dans son ensemble, a des droits qu'il ne faut pas ignorer. Ce peuple n'est pas seulement formé des membres du travail organisé, qui n'est qu'une minorité, mais surtout de la multitude des hommes et femmes de tout âge et de toute condition, multitude qui travaille elle aussi et qui, par ce travail même, acquiert le droit de se procurer une foule de choses nécessaires ou utiles. Les innombrables citoyens qui, au lendemain de la guerre, demandaient à la société, c'est-à-dire aux ouvriers syndiqués comme aux chefs d'industries, de leur procurer des meubles, des maisons, des frigidaires, des machines à laver, des automobiles, des camions et même des bas de nylon qu'ils attendaient depuis cinq ou six ans, n'étaient pas quantité négligeable: ils avaient droit à ce que d'autres membres de la société travaillent pour eux comme ils travaillaient eux-mêmes pour les autres. Or, toutes les grèves se sont faites sur le dos de cette majorité, de cette masse non organisée qui se trouve sans défense contre les décisions prises contre leurs intérêts et leur bien-être sans que l'on songe même à la consulter.

Les grèves ont une répercussion à la fois internationale et nationale. Quand on nous annonce, par exemple, que cent mille ouvriers ont quitté leur travail sous prétexte d'améliorer leur sort, ce ne sont pas seulement ces cent mille grévistes qui sont intéressés mais des millions d'hommes épars dans l'univers. Il est clair, qu'un arrêt des transports par mer et par terre, à l'heure présente, affamerait presque toute l'Europe; qu'une suspension prolongée de la production du charbon et de l'acier provoque un chômage considérable ou du moins un ralentissement d'activité dans une multitude d'industries connexes et même chez les peuples voisins; qu'une paralysie des entreprises forestières, en raréfiant le bois, prive de logement des milliers de familles. Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini, pour démontrer que les conflits entre le capital et le travail ne sont pas une affaire privée qui ne regarde que les patrons et ouvriers de telle ou telle entre-

prise: ces conflits sont presque tous d'intérêt public et général, national et international. Si, en ma qualité d'écrivain, je m'insurge énergiquement contre une grève de tramways, par exemple, on est mal venu de me dire de me mêler de mes affaires, car c'est mon affaire au même titre, que celle du wattman ou même du président de la Compagnie. C'est l'affaire de tout le monde. On n'a pas le droit, sauf en cas de grave nécessité, de priver subitement des populations considérables, voire des pays entiers, de services devenus indispensables à la foule par l'habitude établie qui constitue une sorte de servitude légale à l'avantage du peuple.

Droit individuel et droit collectif

Je n'entends pas nier par là le droit de grève, mais, en m'appuyant sur un fait si important, je puis affirmer sans crainte que ce droit est et doit être extrêmement limité et qu'il est déplorable d'en laisser l'exercice à la discrétion de quelques syndicats, je dirais plutôt à une poignée d'organiseurs de troubles ouvriers qui ont intérêt à se rendre importants pour conserver leurs grosses prébendes ou qui, bien souvent, sont les instruments d'une conspiration internationale pour fomenter le désordre et le mécontentement et préparer ainsi le bouleversement de toutes nos institutions démocratiques. En toute logique et d'après le même principe, le droit au lockout, dans les industries essentielles, n'est guère admissible. Si le capital ou le patron invoquent leur droit de propriété et nous répondent que "charbonnier est maître chez lui", nous rétorquons qu'il n'est pas permis de se jouer des vastes intérêts publics et individuels qui sont sérieusement affectés par la privation de produits dont ils ont un besoin constant.

Démocrate convaincu, je me suis toujours fermement opposé à n'importe quelle forme d'Etat totalitaire, fasciste ou communiste. Je crois qu'en vertu de l'esprit démocratique aucune autorité ne peut forcer un citoyen à travailler. Mais je m'empresse d'ajouter qu'ici, on confond trop aisément le droit individuel avec le droit collectif. Qu'un individu quitte une tâche pour une autre ou décide de ne rien faire du tout, cela le regarde. Notre influence sur lui

ne va guère au delà d'un bon conseil. J'ai l'impression qu'il n'en va pas de même pour une collectivité. Il me semble qu'il est des circonstances où la collectivité peut et doit être ou bien forcée de travailler ou bien obligée de céder la place à d'autres travailleurs. Rappelons-nous le cas typique de la dernière menace de grève ferroviaire aux Etats-Unis. Le président Truman, dont les sentiments démocratiques ne sauraient être mis en doute, se vit tout à coup en présence d'une alternative douloureuse: ou bien accepter la catastrophe nationale qu'allait provoquer la grève de tous les transports par rail, ou bien recourir à toute la force d'une loi appuyée par l'armée au besoin, afin d'assurer la continuité de la vie économique d'une grande nation. Les cheminots se soumirent, et la loi, fort discutée dans la suite, n'atteignit jamais son dernier stage. M. Truman violait-il un principe démocratique? Portait-il atteinte à la liberté démocratique ou à la liberté du travail? Je ne le crois pas. Plusieurs membres du Congrès, faisant écho aux protestations des agitateurs des syndicats intéressés, s'écrièrent, scandalisés, que le projet Truman instituait le travail forcé et violait l'esprit de la constitution américaine. Je m'étonne que M. Truman n'ait pas fait immédiatement la distinction entre l'individu et la collectivité. Les cheminots ne faisaient pas la grève en tant qu'individus, mais en tant que groupe collectif. Celui-ci allait mettre la nation en grave péril. Un chef d'Etat pouvait-il laisser faire, sans manquer à son devoir, qui consiste à protéger la nation? Je ne le crois pas. J'ai au contraire l'impression qu'il est des cas où, sans violer la lettre et l'esprit de la démocratie, on doit obliger une collectivité au travail. Sinon, c'est la révolution. Notons toutefois, qu'il ne s'agit pas ici d'une coercition à la baïonnette, mais d'un commandement légal comportant toute l'autorité et le prestige de l'Etat.

Les ouvriers syndiqués eux-mêmes, en tant que groupe collectif, ne peuvent invoquer logiquement pour eux-mêmes, dans une grève dangereuse pour l'ensemble du peuple, le principe de la liberté du travail aussi longtemps qu'ils refuseront aux autres ouvriers cette même liberté. Au début de cette étude, je parlais de l'anomalie du piquetage en regard du droit commun. Il est tout aussi démocratique

de protéger 140 millions d'habitants contre un grave danger produit par une grève que d'empêcher des hommes libres d'entrer dans une usine pour y exercer la loi du labeur quotidien. De même pour l'atelier fermé. Forcer des chefs d'entreprises à n'accepter d'autre collaboration que de la part de tel syndicat, obliger des travailleurs, contre leur gré, peut-être contre leur conscience, à faire partie d'une union, violer en même temps le droit de propriété et briser la volonté légitime du travailleur, voilà qui ne s'harmonise guère avec la vie démocratique et qui affaiblit sensiblement certaines récriminations hypocritement libérales des organisateurs professionnels de la grève.

Comment on trompe les masses ouvrières

La majorité des travailleurs est généralement opposée à l'arrêt du travail. Elle préfère les compromis satisfaisants. Alors, me dira-t-on, comment expliquer cette épidémie de grèves qui a ravagé le Canada et les Etats-Unis au cours des derniers douze ou quinze mois? Un observateur superficiel ne voit ici que les apparences. Il faut se rendre compte de l'astuce des meneurs et de la fourberie de certains procédés pour voir clair dans une situation vraiment confuse.

Un ouvrier me faisait récemment un aveu significatif: "Dans notre union, disait-il, ce n'est pas la majorité qui décide et qui mène." Il ajouta: "On conduit souvent le troupeau là où il ne veut pas aller." Comme je lui demandais des précisions, il me fit cette révélation stupéfiante: "Nous nous étions réunis, dit-il, pour discuter la question de la grève. A peine avait-on commencé le débat qu'on s'aperçut que les ouvriers, en très grande majorité, ne voulaient pas interrompre leur travail. Ils n'y voyaient que des inconvénients. Alors, le principal orateur de l'assemblée jugea qu'il fallait user de ruse et jouer au plus malin. Il déclara que lui aussi était contre la grève et qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour épargner un tel malheur aux ouvriers. "Seulement, ajoutait-il, nous avons d'importantes demandes à présenter à l'industrie. La grève est notre seul argument: nous devrions nous y décider tout de suite pour la forme, afin que les patrons pensent que nous ne badinons

pas et qu'il est dangereux pour eux d'éterniser la discussion. Vous verrez que ce moyen réussira et qu'il n'y aura pas de grève." Cette proposition fut acceptée et votée. Le lendemain, les travailleurs de notre union s'aperçurent, avec stupeur, qu'on avait surpris leur bonne foi: ils étaient effectivement en grève."

En réalité, les masses ouvrières, au Canada et aux Etats-Unis, ne tiennent pas au métier de grévistes. Il y a des meneurs qui les trompent, comme dans le cas que je viens de citer; il y en a d'autres qui les entraînent par de fausses représentations et des promesses utopiques. C'est ainsi que la raison ordinaire des troubles ouvriers, le salaire, est généralement futile. Dans une grève prolongée, les ouvriers, tout comme les patrons, sont les perdants, même s'ils ont gagné leur point.

Egarée par des chefs de mauvaise foi, la masse ouvrière n'a pu se rendre suffisamment compte de la solidarité de toutes les catégories sociales. On ne saurait étrangler le capital sans étrangler en même temps le travail: l'un et l'autre ne font qu'un. Le capital, ce n'est pas seulement un fond de réserve et un ensemble de machines, mais aussi l'argent que je donne en échange d'un madrier, d'une automobile, d'une machine à laver, d'un appareil de radio, d'un marteau, d'une pièce de coton, d'un chandail, d'un sac de pommes de terre . . . Que les soi-disant prolétaires refusent, des semaines et des mois durant, de couper du bois, de fondre le minerai de fer, de fabriquer des machines, d'assembler des pièces de radio, de faire des automobiles, de forger des marteaux, de tricoter des chandails, de tisser du coton et de cultiver des pommes de terre, et voilà autant de capital perdu sans retour, perdu non seulement pour l'industrie, mais pour le travailleur. Perte pour moi qui ne puis me procurer ce dont j'ai besoin, perte pour l'entreprise qui immobilise une organisation coûteuse, perte pour l'ouvrier qui ne fait rien et, par conséquent, ne gagne rien. Bref, appauvrissement général.

Ce n'est sûrement pas par des épidémies de grèves comme celles qui sévissent actuellement au Canada et aux Etats-Unis, que l'ouvrier peut améliorer son sort. Comment voulez-vous que le travailleur d'un pays qu'il a ruiné ne

soit pas ruiné lui-même? De tels miracles ne se produisent jamais. Quand les ouvriers organisés se rendront compte que leurs mauvais bergers les ont induits à étouffer de leurs propres mains la prospérité à laquelle ils aspirent, ils reconnaîtront qu'ils ont commis une sorte de suicide, et, alors, en toute logique, ils devront se tourner résolument contre les agitateurs qui leur auront fait tant de mal.

Millions perdus pour l'ouvrier à Windsor, Détroit et ailleurs

On a calculé que les ouvriers grévistes de la Ford Motor Company à Windsor, l'automne dernier, ont subi de si lourdes pertes, au cours de leurs longues semaines de chômage, qu'il leur faudra travailler plusieurs années pour récupérer l'énorme somme qu'ils ont perdue. L'arrêt du travail, dans cette circonstance, a privé de leur gain une foule d'employés dans les industries alliées ou connexes, en même temps qu'il désorganisait le commerce dans toute la ville de Windsor.

Il en a été de même à la General Motors, à Détroit, mais sur une plus grande échelle. Donnons des précisions. Cette grève dura du 21 novembre 1945 jusqu'au 13 mars 1946, soit 113 jours ou seize semaines. Elle affecta 175,000 employés. Les United Auto Workers de la C.I.O. demandaient un salaire accru de 30 pour cent; la General Motors offrait 12 pour cent ou 13½ cents par heure. Finalement, les grévistes acceptèrent un compromis, soit une augmentation de 18½ cents par heure. Les Ouvriers Unis de l'Automobile obtinrent donc un gain d'environ \$2.00 par semaine, ou plus exactement, \$65.72 en moyenne par semaine en comparaison de \$63.44 avant la grève.

Or, au cours des treize semaines de chômage, les United Auto Workers perdirent chacun \$1,021.38 en moyenne. Donc, il faudra, à ces grévistes, huit années et six mois de travail continu pour récupérer le capital perdu au cours de la grève. Et l'on ne parle pas des pertes subies ailleurs, non seulement dans toute la ville de Détroit, mais sur tous les points des Etats-Unis et du Canada. Libre ensuite aux meneurs de grèves de la C.I.O., de crier victoire pour avoir obtenu 18½ cents par heure pour les grévistes. Leur succès

est un échec en réalité, et les résultats, pour toute l'économie nord-américaine, sont un désastre.

Nous dirons plus: les légers gains apparents, que l'on a obtenus, non seulement à la General Motors, mais partout ailleurs, au cours de grèves inutiles et ruineuses, ne compenseront jamais, ni dans huit ans, ni dans quinze ans, les pertes subies par l'arrêt du travail, car les augmentations de salaires seront annulées par la hausse proportionnelle du coût de la vie. Ce qui compte le plus, dans le budget de tout individu, riche ou pauvre, ce n'est pas l'argent, mais le produit. Si mon enveloppe de paie se grossit aujourd'hui, disons, de 10 pour cent et que, demain, je dois donner 10 pour cent de plus pour me nourrir, m'habiller, me loger, m'outiller, m'amuser, je ne suis sûrement pas plus avancé. J'ai simplement contribué à déprécier la valeur de mon argent.

Non seulement les grèves répétées et inutiles, comme celles qui ont éclaté récemment, détruisent le pouvoir d'achat de chaque salarié, mais aussi elles déprécient de façon alarmante toutes les économies des gens. C'est une grave injustice envers des milliers de pauvres diables qui ont peiné toute leur vie pour s'assurer un peu de sécurité et qui, à la fin, voient leur bien s'envoler en fumée. Ici, ce sont les épargnants canadiens-français qui sont le plus durement frappés. La petite épargne se pratique surtout dans la province de Québec.

L'illusion du salaire

C'est donc un effet de mirage de croire que l'accroissement indéfini des salaires augmente indéfiniment le pouvoir d'achat du salarié. Un gain ouvrier qui s'accompagne d'une augmentation du coût de la vie est un gain nul.

En outre, il se peut que la production commerciale, dans une entreprise trop alourdie par le prix de la main-d'oeuvre, perde du terrain sur le marché de consommation ou bien soit supplantée par des concurrents. Le cas s'est produit plus d'une fois. Là-dessus, un économiste nous fournit des chiffres révélateurs. Il déclare entre autres:

"En 1923-25, la moyenne des salaires, dans les industries des mines et des chemins de fer, aux Etats-Unis, était de

56.1 cents par heure. En 1939, ce chiffre s'élevait à 66.1, soit une augmentation de 17.8 pour cent par heure. Or, durant cette période, la liste de paie, de \$13,612,000 qu'elle était en 1923, s'établit à \$11,186,000 en 1939, soit une diminution de \$2,426,000. C'était une lourde perte pour le travail. Si la liste de paie avait correspondu exactement à l'augmentation des salaires, elle se serait élevée, en 1939, à \$16,035,000." Ce phénomène a été très commun au Canada et aux Etats-Unis. Il s'explique par le fait que l'industrie aussi bien que l'ouvrier dépend entièrement du public consommateur. Supposons que je sois fabricant d'automobiles et que sur un million de voitures que j'ai à offrir, le marché n'en absorbe que 500,000: quelle décision dois-je prendre? Il me faut ou bien diminuer la production de moitié, et alors renvoyer 50 pour cent des employés, ou bien recourir à une énergique coupure dans les salaires. Autrement, c'est la faillite. Certains meneurs de syndicats et organisateurs de grèves ne tiennent aucun compte de cette réalité, qui est un fait de nature.

Quoi que l'on fasse, il y aura toujours, sous quelque régime que ce soit, des temps prospères et des périodes difficiles. Aussi longtemps que la production est active et commandée par les besoins du public, les salaires sont élevés. Seulement, les prix de toutes choses sont élevés en proportion. Viennent les temps durs, c'est-à-dire une retraite des consommateurs, les salaires baissent automatiquement parce la consommation est l'unique source des salaires. En compensation, le coût de la vie diminue, et il se trouve que les revenus amoindris ont un pouvoir d'achat plus considérable.

C'est ainsi qu'entre 1923 et 1939 la production ouvrière s'est élevée de 64.2 pour cent par heure. Qu'arriva-t-il? Les travailleurs ne purent être payés en proportion de ce rendement parce que le consommateur ne put absorber les produits et les services qu'on lui offrait à prix trop élevés, en raison même de leur abondance. Une consolation restait au producteur: il put enfin se procurer toutes choses à meilleur marché. Il gagnait en tant que consommateur ce qu'il perdait en tant que travailleur. Le haut coût de la vie et les salaires excessifs conduisent invariablement à une dépres-

sion. Je crois qu'il n'existe aucun exemple du contraire dans l'histoire économique du monde. On peut forcer la main au capital, au chef d'entreprise, à la population ouvrière; on ne peut jamais forcer la main au public consommateur. C'est toujours lui qui a le dernier mot. Ce public-là est ignoré, bafoué, dans les conseils des organisations syndicales où l'on décide de cesser la production et de le priver ainsi d'une foule d'articles dont il a besoin; mais, par un curieux retour des choses, le consommateur a sa revanche quand, forcé par les exigences excessives du travail et du commerce, il restreint sa consommation et ramène ainsi la situation à son niveau normal et naturel. En d'autres termes, ce ne sont ni les capitalistes, ni les syndicats ouvriers qui, à la longue, font la cote du salaire: C'est le public acheteur et consommateur.

Le plafond des prix

Certains organisateurs de grèves ont réussi à leurrer maints travailleurs, en ces derniers temps, par la théorie qui veut que le "contrôle des prix", en vigueur au cours de la guerre, soit maintenu en temps de paix. De la sorte, disent-ils, les salariés pourront jouir d'un accroissement réel de revenus, et les consommateurs ne seront pas découragés par des prix excessifs. Ce qui revient à dire exactement: augmentons d'abord le coût de production, puis après, faisons une pression pour tenir en permanence le plafonnement des prix.

Je me demande où est la logique là-dedans. Il faut se faire grandement illusion sur les profits du capital pour ajouter foi en une telle hérésie. Il est dangereux de nager en pleine fantaisie quand il s'agit d'une question aussi vitale, aussi mathématiquement calculable que la dépense et le revenu. Car si l'ouvrier vend du travail à une industrie, celle-ci n'a d'autre ressource, d'autre raison d'être, que de vendre au public le produit de ce travail. C'est le public seul qui solde toute la facture en définitive, c'est lui invariablement qui porte le fardeau, lui par conséquent qui fait et détruit les profits.

Une organisation américaine d'opinion publique posait naguère cette question aux gens: "Quel est le profit réalisé

en affaires?" les réponses révélèrent jusqu'à quel point la masse ignore la question. Parmi les personnes consultées, 11 pour cent répondirent que le profit était de 11 à 24 pour cent; 17 pour cent répondirent qu'il était de 25 à 40 pour cent; 25 pour cent répondirent qu'il dépassait 40 pour cent.

Or, les statistiques démontrent que les profits réalisés aux Etats-Unis par 1,327 industries de première importance durant les dix années écoulées entre 1935 et 1944, s'élevaient en moyenne à 9.3% sur la valeur nette du produit. Mais le profit réalisé par la majorité de ces mêmes industries durant la même période, ne s'élevait qu'à 5.6%.

Ces établissements étaient choisis parmi les meilleurs. Si l'enquête avait porté sur un plus grand nombre d'entreprises, la moyenne du profit aurait été trouvée moindre. Ajoutons que ces années-là — 1939-44 — furent parmi les plus actives et les plus prospères. Que dire des époques inévitables où la plupart des entreprises ne rapportent aucun profit ou marchent à perte?

A bout d'arguments, des esprits légers, inspirés par une propagande mensongère, nieront la légitimité du profit. Le simple bon sens suffit à les réfuter. Le profit doit être assez important pour assurer le bon fonctionnement financier de toute l'affaire et pour être un attrait pour le légitime placement des capitaux. Il doit aussi suffire à apporter à la production les améliorations qui assurent la continuité du progrès et la satisfaction du consommateur.

J'ignore si le sénat américain, en juillet dernier, fit bien d'approuver une mesure abolissant le plafonnement des prix aux Etats-Unis. Cette décision, d'ailleurs énergiquement combattue par un grand nombre de membres du Congrès, fut le signal de maints abus. Sans attendre même la sanction de la loi, d'indignes profiteurs s'en prévalurent pour augmenter les prix de façon scandaleuse. Quant à savoir si un tel accès de cupidité pouvait durer et si la nature, l'état des affaires, la concurrence et l'opinion publique ne se chargent pas, en peu de temps, d'opérer le retour à la normale et au bon sens, c'est une autre histoire. Je veux surtout insister, ici, sur le manque de logique de

certaines organisations ouvrières, surtout la C.I.O., qui devient de plus en plus un instrument politique.

A peine le bill du sénat était-il connu que les divers groupes de la C.I.O. aux Etats-Unis, faisaient de l'agitation. M. Walter Reuther, président des U.A.W., celui-là même qui, ces mois derniers, faisait perdre treize semaines de travail et de salaire aux travailleurs de l'automobile, incitait 890,000 syndiqués à prendre deux heures sur leur journée de travail pour aller manifester contre la disparition de l'O.P.A. (Office of Price Administration). Il s'écriait: "Nous allons annoncer une grève des consommateurs comme on n'en a jamais vue aux Etats-Unis". Comprenez-vous une telle attitude? Imagine-t-on un chef ouvrier qui dit aux consommateurs de ne pas acheter les produits que fabriquent les ouvriers et qui, en même temps, demande pour ceux-ci des augmentations de salaires alors que les consommateurs seuls sont en état de payer des salaires? Je comprendrais mieux le démagogue Reuther s'il allait devant la foule et disait: "Achetez! Achetez tant que vous pourrez et tout ce que vous voudrez, car c'est le travailleur qui en profitera le plus." Mais non. Cette logique et ce bon sens ne conviennent pas à des agitateurs qui tiennent à jeter la confusion dans les esprits et à pêcher en eau trouble.

La paix économique et le bien-être sont les pires ennemis des organisateurs de grèves.

La masse ouvrière trouvera sans doute dans son sein de meilleurs guides. Tôt ou tard, nous le croyons sincèrement, elle se rendra compte qu'elle a été trompée, exploitée, égarée par des ambitieux ou des ignorants, qui cherchent bien plus leur intérêt personnel ou le triomphe de théories malsaines que le bien et la sécurité du peuple.

Regardez et voyez!

Je suis persuadé que la plupart des membres des syndicats comprendront que certains de ses chefs les acheminent rapidement vers un abîme de désordre, d'anarchie et de misère. C'est à cette majorité de modérés surtout que je m'adresse. Il faut qu'ils soient bien convaincus que la débâcle générale de l'économie de la nation n'est pas de nature à améliorer leur sort. Les intérêts de tous et de

chacun sont solidaires. La perturbation générale que produisent invariablement les grèves nombreuses et prolongées n'a d'autre résultat que d'appauvrir tout le monde.

Au moment où j'écris ces lignes, trois grèves importantes battent leur plein: celle de l'acier, celle des Textiles et celle du caoutchouc. Nous sortons à peine de la grève des travailleurs forestiers, en Colombie-Anglaise, et des employés de la marine marchande dans l'est du Canada. Une foule d'autres conflits ont eu lieu depuis un an, et plusieurs sont en voie de préparation. L'industrie et le commerce y ont subi des pertes considérables, mais les résultats sont tout aussi désastreux pour les ouvriers eux-mêmes.

Le calcul le plus simple nous démontre ce fait navrant. Supposons que dix mille employés font la grève et que celle-ci dure dix jours seulement. Cela fait 100,000 jours de travail perdu, 100,000 jours de salaire sacrifié, 100,000 jours de production ravie à la nation, au consommateur et à l'industrie. Et dire que cette paralysie du travail survient juste au moment où, plus que jamais, le monde, appauvri, ruiné par six années de destruction, a besoin de tout?

Or, ce ne sont pas 100,000 jours qui ont été perdus, depuis la fin de la guerre, mais des millions de jours. On sait qu'en 1944, année où les conflits ouvriers furent peu nombreux, même normaux, environ un million de journées de travail furent perdues, au Canada, pour cette cause. Ce chiffre sera beaucoup plus grand en 1946. En juin seulement, 935,188 jours de travail ont été chômés à cause des grèves. La perte de temps et de production, durant les six premiers mois de 1946, s'élevait à 1,626,296 journées. Allez-vous me dire sérieusement que cette catastrophe était nécessaire et justifiée par les circonstances? Allez-vous me dire qu'il n'eût pas été moins coûteux, moins déraisonnable et moins dangereux d'en venir à des compromis honorables de part et d'autre? Allez-vous me dire que ces compromis étaient impossibles? Allez-vous me dire que la situation ouvrière, après ces troubles insensés, est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a douze mois? Je ne le crois pas.

Citons encore des chiffres. Durant les quatre premiers mois de 1946, aux Etats-Unis, les grèves ont fait perdre aux

ouvriers 70,200,000 jours de travail. 1,060,000 automobiles qui devaient être construites ne l'ont pas été; 90,000,000 tonnes de charbon qui devaient être minées ne l'ont pas été; 13,000,000 tonnes d'acier qui devaient atteindre le marché n'ont pas été fondues; la construction d'au moins 10,000 maisons a été retardée et les réparations à des milliers d'habitations ont été empêchées. La dernière grève du charbon, dont se glorifiait John L. Lewis, a fait perdre environ \$2,000,000,000 aux ouvriers et à la nation.

Une situation équivalente existe au Canada. Toute proportion gardée, les dégâts inutiles, irréparables, causés à notre pays par les grèves, sont tout aussi graves que ceux dont souffre la république voisine.

Ce sont les chefs des grévistes, les organisateurs professionnels du chômage, eux qui se vantent des millions accumulés dans les caisses de leurs syndicats pour leur payer de gros salaires et hâter le travail de démolition nationale, qui portent la responsabilité d'un tel état de choses.

Qui s'oppose à l'entente?

Les meneurs emploient tout leur talent et toute leur imagination à empêcher la paix du travail et à multiplier volontairement les causes du conflit. Leurs exigences vont en progression géométrique. Leurs demandes sont posées de telle sorte qu'elles sont inacceptables à l'entreprise. C'est leur moyen de rendre les grèves inévitables. On connaît maints exemples de ce procédé malhonnête.

J'ai sous les yeux le texte des propositions soumises récemment à l'Exécutif International des United Auto Workers de la C.I.O. On y lit entre autres ces passages typiques:

"Nous continuons notre effort pour éliminer complètement le travail à la pièce dans l'Industrie . . .

"Le Conseil de l'Exécutif International aura pour tâche de combattre afin d'obtenir un fond de retraite pour le vieil âge, et ce fonds devra être entièrement fourni par les patrons . . .

"Notre union doit mener partout une campagne d'éducation pour atteindre ce but lointain que nous poursuivons, à savoir la semaine de 30 heures, avec le salaire de 40 heures . . .

"Ce sera le devoir du Conseil de l'Exécutif International de lutter dans le but de dresser un plan de vacances payées qui comprendra un congé annuel de trente jours pour tout travailleur ayant dix années de service à son crédit . . .

"En temps de paix, l'opposition du travail organisé à toute promesse de ne pas faire la grève doit s'inspirer de l'exemple donné par les U.A.W. de la C.I.O. dans tous les contrats qu'ils ont signés . . .

"Nous nous opposons en principe à tout plan industriel ayant pour but d'augmenter les prix des produits en certaines périodes de l'année et de les abaisser en d'autres . . .

"Nous combattons tout projet de diminuer les salaires des travailleurs au cas où le coût de la vie baisserait . . ."

Une fois que les organisateurs de grèves auront atteint leur but immédiat, ils chercheront donc d'autres causes de désaccord. Les propositions citées plus haut le prouvent. Chacune d'elles contient plusieurs grèves en germe. Car on ne fera pas avaler facilement à toutes les entreprises la semaine de 30 heures avec paye de 40 heures et les vacances annuelles de trente jours par-dessus le marché. De même pour la question du travail à la pièce, le fond de retraite non contributoire, le maintien d'un salaire à son maximum en dépit de la baisse générale du coût de la vie, et le reste et le reste.

Tout est donc prévu chez ces messieurs pour que les grèves soient inévitables et constantes. S'il ne se forme pas, dans le grand public, une puissante organisation anti-grève, nous assisterons, au cours des quinze années à venir, à la décomposition de notre régime économique et à la destruction de notre mode de vie libéral et démocratique. Il faut donc réagir vigoureusement. Aucune démocratie ne peut accepter la dictature d'une classe. Les agitateurs ne cessent de crier: "Sus au monopole!" Le trust syndicaliste serait pire.

La lueur de feu et de sang

Pendant que les travailleurs, trompés et exploités par nombre de leurs chefs, sont odieusement sacrifiés aux ambitions de quelques-uns, les cellules communistes et l'Inter-

nationale rouge s'agitent fiévreusement pour accélérer la désintégration du monde libre. Sans le savoir et sans le vouloir, la grande masse ouvrière est manoeuvrée sournoisement par les agents de la révolution, qui rêvent de nous plonger dans les massacres du "grand soir". Sur nos interminables grèves, on voit déjà danser la lueur de feu et de sang.

Au sortir de la guerre, une ère d'activité sans précédent et de prospérité rapide s'annonçait pour les nations démocratiques, nommément le Canada, les Etats-Unis, les nations du Commonwealth britannique y compris l'Angleterre à la fin.

A ce moment-là, des agents révolutionnaires, répandus dans tous nos milieux industriels, commerciaux, scolaires et universitaires, mais surtout dans la plupart de nos unions ouvrières, jurèrent d'entraver cette activité et d'empêcher cette prospérité. A leurs yeux, il fallait éviter à tout prix qu'il fût démontré que, sous les régimes de l'initiative individuelle et de l'entreprise privée, on pût se relever plus aisément qu'ailleurs des ruines accumulées par six années de destruction. Le mot d'ordre était donné. Il a été suivi à la lettre. De la dictature du syndicat, on espère passer naturellement à la dictature du prolétariat. C'est le voeu formel du *Comintern*, cette Troisième Internationale qui n'a jamais été réellement abolie en dépit de la comédie jouée à Moscou par Staline au moment où la Russie, en grande partie mise en pièces par les hordes allemandes, avait besoin de l'appui total des nations démocratiques.

En réalité, le travail de désintégration voulu et conduit par les groupes communistes n'a pas cessé un instant au cours du conflit. A la fin de l'été 1939, quand la Russie, tournant le dos à la France et à l'Angleterre, signait un pacte avec l'Allemagne, avec le désir secret d'assister à la ruine simultanée du capitalisme et du fascisme, la plupart des organisations communistes du Canada, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France s'employèrent à saboter l'effort de guerre de leurs pays respectifs. Elles engendrèrent trahison sur trahison, jusqu'au jour où Hitler lança ses armées sur le paradis rouge.

Je me souviens de la phrase qui circulait un peu partout et que me répétait un ardent communiste de Montréal: "Une guerre de capitalistes qui ne profitera qu'aux capitalistes." Mais à peine un nazi avait-il touché le sol de la Russie que cela devenait "une guerre sainte". Tout de suite nos gauchistes devinrent belliqueux à l'extrême. Ils firent maintes assemblées et rédigèrent maintes résolutions pour demander un *second front immédiat*. Un second front qui aurait été immédiatement un désastre, une entreprise criminelle!

Cette pénible page d'histoire se ravivait en France, le 20 juillet dernier, lors de la rentrée dramatique d'Edouard Daladier à la Chambre française. Toute la députation communiste lui fit un chahut indescriptible. Mais l'ancien chef du gouvernement, appuyé par la majorité, put parler et dire ce qu'il avait à dire. Il fit le récit des actes de sabotage et de trahison commis par les éléments de gauche et accusa formellement Thorez d'avoir été un déserteur au début de la guerre. Or, chacun sait que ce M. Thorez est aujourd'hui le chef du groupe communiste qui aspire au pouvoir. Le mal qui rongait la France s'étendait aussi au Canada; le premier noyau d'espions à la solde d'une puissance étrangère était à l'oeuvre depuis longtemps.

Procédés des agitateurs

On ne peut s'empêcher de trouver étrange que l'organisateur du parti ouvrier-progressiste (communiste) au Canada, fût un espion du nom de Sam Carr, qui avait reçu à Moscou sa formation et sa mission. On doit trouver non moins étrange que notre Congrès Canadien du Travail, branche de la C.I.O., renferme dans son sein la plupart des communistes canadiens et qu'il se soit rangé officiellement, par une "résolution" adoptée en plein congrès, sous la bannière du parti Ouvrier-Progressiste c'est-à-dire communiste. L'action syndicale devenait dès lors politique et ne présageait rien de bon en fait de relations entre patrons et employés. Une telle combinaison ne pouvait que conduire à une épidémie de grèves, car les hommes à la solde ou sous la direction d'une nation étrangère ont juré la

désorganisation et l'écroulement de notre monde démocratique et de l'entreprise libre.

Personnellement, j'ai été le témoin de l'activité déployée, au cours de la guerre, pour embrigader la masse des travailleurs dans la C.I.O. Les agents de recrutement les plus nombreux et les plus actifs étaient communistes. Dans ce temps-là, on ne s'organisait pas pour les salaires, car tout le monde, hommes et femmes, avait beaucoup d'argent. On préparait l'après-guerre. Comme le chômage n'existait pas, on pouvait non seulement enrôler plus de membres, mais aussi recevoir de la masse des contributions plus importantes. On accumulait les fonds en vue des grèves prévues et voulues longtemps d'avance.

Il faut bien connaître la psychologie de la révolution rouge. Celle-ci compte d'abord sur la fréquence, la durée et la gravité des grèves successives. L'agitation se poursuit particulièrement dans toutes les industries-clef, de façon à donner une impression de force et surtout à produire, dans l'ensemble de la population, le malaise, le mécontentement et la révolte. On s'achemine ainsi vers le rêve révolutionnaire, la grève générale, prélude de la révolution. On attache une importance particulière aux communications, les chemins de fer entre autres. Il suffit de lire quelque peu l'histoire des mouvements de sédition, depuis 1905 jusqu'à nos jours, pour savoir jusqu'à quel point les rouges imaginent que la paralysie des transports et communications est le pivot du succès révolutionnaire.

Les travailleurs en majorité ignorent ces manoeuvres. S'ils les connaissaient bien, on ne réussirait pas à les faire marcher. Les communistes sont assez habiles pour ne pas se montrer à ciel ouvert. Ils entrent généralement, sans étiquette visible, dans toutes les associations, tous les partis, tous les syndicats où ils croient pouvoir exercer leur influence. C'est ainsi qu'ils pourrissent par le dedans un très grand nombre d'organisations inoffensives en soi. Il faut les voir à l'oeuvre dans les réunions, assemblées et congrès. Ils ont la parole sans cesse. Ils présentent projet sur projet, tant et si bien qu'à la fin, les groupes intéressés prennent, sans s'en rendre compte, la teinte, la doctrine et l'action communistes.

Un exemple typique de cette façon de procéder nous était donné, aux Etats-Unis, ces derniers temps, par les déclarations sensationnelles d'un chef de syndicat, M. Morris Muster. D'après le magazine *Time* du 18 juillet, M. Muster, président des United Furniture Workers of America, C.I.O., a quitté son poste avec dégoût parce que la faction communiste avait pris le dessus et que le conseil exécutif du syndicat était dominé par les stalinistes. "J'avais créé, dit-il, une forte union, et, derrière mon dos, ces fouines sont entrées . . . Quand des communistes deviennent directeurs ou membres d'un conseil d'union, ils cessent d'être des syndiqués pour devenir des émissaires de l'Oncle Jos. Staline." Il raconte ensuite les faits, qui sont un spécimen classique des tactiques communistes. Dès la fondation des U.F.W.A., en 1937, les communistes firent engager des téléphonistes et des secrétaires de leur choix. Ce fut dès lors un système d'espionnage efficace. Puis, ils s'assurèrent les services d'un secrétaire trésorier et d'un directeur de section éducative, pour avoir accès aux finances, à la liste des membres et au contrôle des journaux de l'Union . . . A la fin, les communistes, qui ne comptaient que 2% des leurs dans un syndicat de 42,000 membres, pouvaient y faire la pluie et le beau temps. Muster n'avait qu'à faire ses bagages. Un communiste lui succédait.

Cette histoire s'est répétée un peu partout au Canada et aux Etats-Unis. L'épidémie des grèves cesse d'être un mystère du moment qu'on connaît les rouages de la conspiration.

La proie pour l'ombre

Les travailleurs des Etats démocratiques, surtout les Nord-Américains, n'ont qu'à se rendre compte des réalités économiques du monde actuel pour refuser, à l'avenir, de faire le jeu des factions rouges. Les faits parlent plus éloquemment que les discours des démagogues et les théories creuses. Quels sont ces faits? La guerre et l'après-guerre nous ont démontré que les régimes d'initiative privée et de libre concurrence donnent des résultats infiniment supérieurs aux régimes trop fortement socialisés et de forme

totalitaire. De 1940 à 1945, la production pour fins militaires s'est révélée beaucoup plus active et progressive de notre côté, c'est-à-dire des États-Unis, de l'Angleterre et du Canada, que du côté oriental. Les meilleures armes, les meilleures unités mécanisées, la meilleure aviation, la meilleure organisation industrielle et les meilleures inventions scientifiques venaient de chez nous. Quant aux tactiques de guerre mêmes, elles sont plus humaines chez les peuples démocratiques, car elles ont ménagé le sang des combattants, préférant le sacrifice de milliers de machines à l'holocauste de millions d'hommes. Jamais l'Allemagne n'aurait été vaincue, jamais les Russes ne seraient allés à Berlin sans les bombardements quotidiens de plusieurs milliers d'avions anglais, canadiens et américains sur toutes les villes et places fortes du Reich. Toute l'Allemagne n'était qu'un monceau de ruines quand les armées alliées y parurent. La civilisation doit une reconnaissance éternelle à l'Angleterre et aux États-Unis. Celle-là a tenu de longs mois, toute seule, sans fléchir; ceux-ci ont livré deux guerres terribles sur deux fronts immenses, en Europe et dans le Pacifique. Jamais une nation ne déploya un effort aussi gigantesque. On doit admirer sans réserve le courage d'une grande nation, la Russie, qui a su résister et vaincre au prix du sacrifice de millions d'hommes; on doit admirer davantage les peuples qui ont su vaincre grâce à la supériorité technique, scientifique et humaine. L'habitude de la vie démocratique et l'esprit d'initiative ont rendu possible ce prodige.

La paix revenue, ce ne sont pas les régimes soi-disant progressifs et gauchistes qui nourrissent, habillent et rebâtissent le monde. Ce sont nos États dits capitalistes, où l'entreprise libre existe encore. Ce sont ces États qui, depuis la fin de la guerre en Europe et en Asie, ont empêché des millions d'hommes, de femmes et d'enfants de mourir de faim. Nous posséderons bientôt des statistiques précises sur les secours de toute sorte que le Canada et les États-Unis ont fournis à tous les peuples européens, de façon que l'on puisse comparer l'effort de reconstruction réalisé chez nous avec l'effort produit par d'autres pays qui s'acharnent, dirait-on, à retarder ou paralyser l'activité démocratique.

On sera dès lors étonné de la masse énorme de vivres, de vêtements, de machines et de matériaux de tout genre que nous aurons fournis en regard des articles venus d'autres sources.

Il existe donc, chez nous, des réserves d'énergie, de productivité, de génie inventif et de générosité. En dépit de la propagande séditeuse, de l'espionnage, de la constante provocation à la grève et de l'oeuvre dissolvante des organisations anti-démocratiques, les pays d'initiative libre résistent victorieusement en temps de paix comme en temps de guerre. D'aucuns nous répondent que ces faits ne signifient rien, attendu que nous comparons des pays dévastés et ruinés par la guerre avec des pays sur lesquels n'est tombée aucune bombe et qui n'ont rien connu du passage des armées. Cette observation ne manque pas d'à-propos mais elle ne justifie nullement l'activité néfaste des démagogues et des songe-creux qui désirent nous donner un régime nouveau sans nous donner la moindre preuve de l'efficacité de leur système. Car nous affirmons sans crainte que le communisme ou ses succédanés n'ont fait leurs preuves nulle part. Ils ont coûté beaucoup de crimes, de sang et de larmes sans jamais nous montrer des avantages égaux à ceux que nous offrons chez nous aux hommes de bonne volonté.

Notre société souffre de maintes imperfections, je l'avoue. Malgré tout, je ne vois nulle part au monde un système qui puisse la remplacer en nous donnant l'espoir sérieux d'améliorer notre sort. Certains réformateurs qui ont écrit là-dessus de beaux livres et produit en imagination une sorte de paradis, n'ont jamais pu concilier la liberté humaine avec la pratique de leurs théories.

Nos démocraties libérales sont souples, mobiles, perfectibles à l'infini. Elles permettent à la civilisation et au progrès d'avancer par voie d'évolution et non par voie de révolution. C'est un procédé moins coûteux et plus intelligent. Au cours des vingt-cinq dernières années, des progrès sociaux sans nombre se sont accomplis chez nous. On ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Le jour n'est pas loin, n'en doutons pas, où il sera permis à tous de voir clairement la situation. Dans quelques années, on pourra faire la comparaison entre les résultats obtenus chez les peuples d'économie libre et dans les pays d'économie régimentée. Le plateau de la balance penchera fortement de notre côté, soyez-en sûrs.

Les travailleurs auraient donc tort de lâcher la proie pour l'ombre. Il existe, chez eux, assez d'intelligence, de bon sens et d'esprit pratique pour savoir observer les faits tels qu'ils sont et résister énergiquement aux agents de désordre qui n'ont d'autre but que de démoraliser la vie démocratique au profit d'une théorie déplorable et au bénéfice de puissances occultes.

Après la vie, le plus grand bien donné à l'homme, c'est la liberté. Le temps est peut-être venu de choisir la vie sans la liberté telle qu'on nous l'offre, ou bien la vie et la liberté telles qu'on les trouve chez nous.

Quelques remèdes

Bien que la situation soit très grave, elle n'est pas sans remède. Je parlais tout à l'heure du danger communiste. Ce danger-là s'éliminera à mesure que les masses seront en état de juger, à la lumière des faits, le mensonge et l'hypocrisie de la propagande rouge. Que tous les honnêtes gens se donnent la main pour éclairer le peuple, et le spectre de la révolution s'évanouira de lui-même. Ce n'est pas tout. Il faut à tout prix rétablir les valeurs morales.

Nous sortons d'une période cruelle, où des millions d'hommes, arrachés à la vie civilisée, durent employer toute leur énergie à se battre, à démolir, à tuer, à appliquer la loi de la brutalité humaine dans toute sa férocité. Les guerres ont de ces résultats navrants. La violence est une relique de toute guerre. Et la grève est violente. On oublie momentanément les principes de justice, de charité, de "fair play", qui caractérisent le monde chrétien. Il importe donc que toutes les personnes qui ont charge d'âmes, membres du clergé, professeurs, instituteurs, hommes publics et

chefs de groupes se donnent la peine d'étudier sérieusement, profondément, les causes et les circonstances de chaque conflit ouvrier, afin de pouvoir porter dans le cœur et la raison de leurs subordonnés des convictions conformes à la morale et à l'équité.

Les patrons et directeurs des entreprises industrielles et commerciales ont généralement cherché, en ces dernières années, à se tenir étroitement en contact avec leurs travailleurs. J'en connais qui ont organisé ainsi, entre le capital et le travail, des services de coopération dignes d'éloge. J'ai pourtant l'impression que, dans bien des cas, les employeurs ont manqué de tact et de psychologie pour n'avoir pas su confier à des personnes compétentes le délicat et difficile travail de liaison. C'est pourquoi les agitateurs et les démagogues ont eu raison d'eux. Dans tous les cas, il ne faut à aucun prix que les patrons et les ouvriers restent des étrangers les uns pour les autres.

Les influences morales, avouons-le, ne suffisent pas. L'intervention de l'Etat, dans les conflits modernes, est devenue indispensable. Toute grève importante affecte non seulement la nation entière, mais aussi nombre de pays étrangers. Aucun gouvernement ne saurait se montrer faible, en face de tant de désordres, sans en être le complice.

Ce n'est pas tout de déclarer une grève illégale: il faut prendre les moyens de faire respecter la loi. Ce n'est pas tout d'établir un conseil d'arbitrage: il faut faire en sorte qu'aucune grève n'éclate avant une décision des arbitres, et que cette décision soit finale. Ce n'est pas tout de proclamer la liberté du travail: il faut protéger efficacement les travailleurs qui désirent rester à la tâche en dépit des décisions des syndicats.

Ici, je répète que l'atelier fermé et le piquetage sont des monstruosité en pays démocratiques. Aussi longtemps qu'une action énergique de la part de l'Etat, n'aura pas mis fin à ces abus, nous assisterons à des désordres comme ceux qui ont marqué les grèves de l'automobile, des textiles et de l'acier. L'Etat qui se montre impuissant à protéger

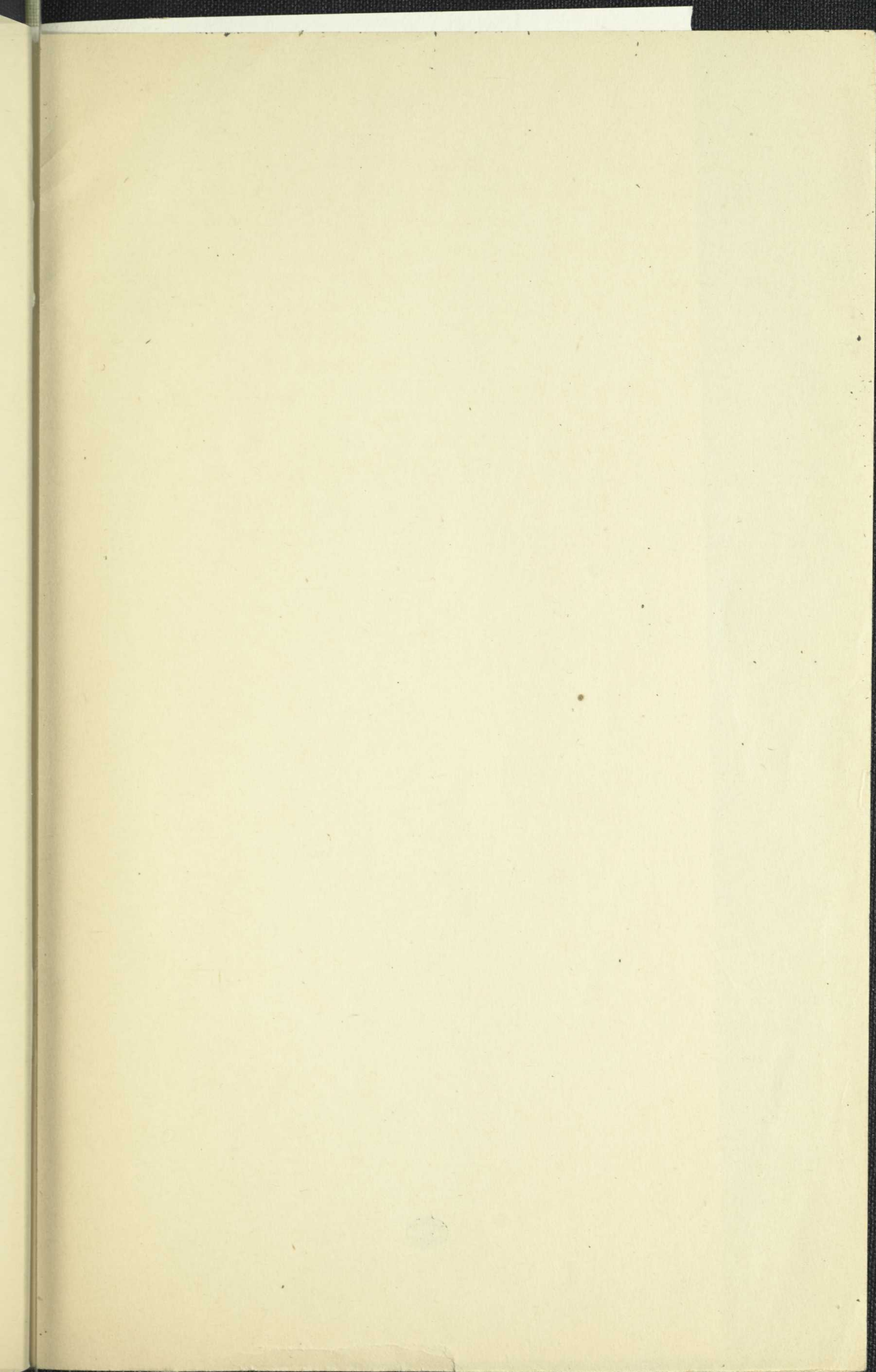
la liberté des gens nous semble bien près de sa chute. Disons-le franchement: les piqueteurs doivent être balayés sans pitié. La loi et la justice l'exigent.

Enfin, un remède efficace serait probablement une croisade de l'opinion publique. Il est temps que le peuple se défende. Dans tous ces conflits, il reste entre l'enclume et le marteau. Il est l'éternelle victime. Chaque grève lui enlève une parcelle de son bien-être et une part considérable de son argent. L'opinion publique doit devenir plus agissante, plus agressive. Une fois que les agitateurs auront la conviction de mobiliser contre eux cette force imposante, ils deviendront moins arrogants et plus discrets dans leur oeuvre de sabotage.

Jean-Charles HARVEY.

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

John Charles HARRY



IMPRIMERIE
AU
CANADA